



Conseil économique et social

Provisoire

11 décembre 2006

Français

Original: anglais

Session de fond de 1998

Débat consacré aux activités opérationnelles

Compte rendu analytique provisoire de la 26^e séance

Tenue au Siège, à New York, le 14 juillet 1998, à 10 heures

Président : M. Olhaye (Vice-Président) (Djibouti)

Sommaire

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement (*suite*)

b) Suivi des recommandations de l'Assemblée générale (*suite*)

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

00-33821 (F)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement (suite)

b) Suivi des recommandations de l'Assemblée générale (suite)

Dialogue avec l'équipe de pays des Nations Unies au Guatemala

Le Président présente M. Haemmerli, chef du Service des politiques de coopération en matière de développement au Département des affaires économiques et sociales, qui jouera le rôle de facilitateur du débat.

M. Haemmerli, Facilitateur, présente les membres du groupe de discussion, qui comprennent des membres de l'équipe de pays et, conformément à la résolution de l'Assemblée générale 50/227, des représentants du Gouvernement guatémaltèque. Les équipes de pays choisies aux fins de dialogue durant l'actuelle session l'ont été sur la base de deux critères : leur application des réformes proposées par le Secrétaire général l'année précédente et leur établissement d'un lien entre activités opérationnelles et opérations de maintien de la paix et de reconstruction.

M. Stein (Représentant du Gouvernement) dit que les activités de réforme reposent sur une coopération dynamique entre le Gouvernement et le système des Nations Unies, y compris la Banque mondiale. Il se propose de décrire au Conseil le contexte dans lequel ces activités ont lieu. Le 29 décembre 1996, le Gouvernement a signé les accords de paix avec l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG), mettant fin à 36 années de conflit armé interne. Ces accords de paix ont entraîné une profonde transformation du Guatemala, le mettant sur la voie de la démocratie ainsi que d'un développement des ressources humaines intégral et durable. Les 18 mois qui viennent de s'écouler depuis la mise en œuvre des accords de paix ont été témoins d'un certain nombre de changements concrets, dont les plus importants sont la mise en place d'un système de démocratie pluraliste et d'élections libres, la participation active des citoyens aux affaires de l'État par la création de 15 commissions multisectorielles et l'expansion des mécanismes constitutionnels conçus pour rapprocher les pouvoirs publics de la population.

Il y a eu comme autres faits nouveaux à signaler la redéfinition de la sécurité, de la défense nationale et du service des renseignements et la définition d'une nouvelle politique de protection des droits individuels et collectifs des citoyens et de leur diversité ethnique, linguistique et culturelle. On a réduit les forces militaires et leur budget et démantelé les bases et autres infrastructures militaires. L'exécutif a été modernisé, la distinction entre les fonctions des instances judiciaires et administratives a été clairement établie et on a mieux coordonné les fonctions de la Cour suprême, du Procureur de la République et du Ministère de l'intérieur dans la recherche d'une plus grande cohérence procédurale et d'une plus grande efficacité d'enquête, garantissant ainsi aux citoyens une procédure régulière. D'autres changements ont concerné, par exemple, les formes de l'investissement public, où l'on est passé de l'utilisation de ressources d'origine externe, concentrée dans les grands centres urbains, et en particulier la capitale, à une infusion de ressources internes dans les zones pauvres du Guatemala rural. Les investissements ont été faits principalement dans l'infrastructure routière et les secteurs de l'électricité et des télécommunications en vue de relier les marchés, de surmonter l'isolement géographique d'une grande partie de la population guatémaltèque, d'attirer l'investissement et de générer des emplois permanents.

Les efforts déployés pour édifier une nation multiculturelle, multiethnique et multilingue ont porté sur la formation et sur la définition de politiques publiques conçues pour en finir avec la pratique historique de marginalisation sociale du Guatemala. À cette fin, des dialogues ont lieu avec les représentants des populations autochtones dans le cadre de commissions établies en vertu des accords de paix. Tous ces changements ont eu pour fondements une réforme générale du système fiscal, avec renforcement de la législation correspondante, la constitution de l'évasion fiscale en délit, la suppression des exemptions et des privilèges et le renforcement des organismes de contrôle. La rationalisation des dépenses publiques a libéré des ressources aux fins de dépenses sociales dans les domaines précisés par les accords de paix.

En raison de l'ampleur, de la complexité et de la soudaineté de ces changements, le pays demeure vulnérable et aura besoin de toute l'aide interne et externe possible. Durant la période de transition, la

société guatémaltèque est toujours mue davantage par un passé de peurs que par les réalités du moment. Les obstacles au processus de paix, considéré par certains comme une menace, n'ont pas disparu et, d'une manière générale, des comportements durcis par 36 années de conflit se révèlent difficiles à changer.

En ce qui concerne le rôle de la communauté internationale, M. Stein met l'accent sur l'importance du respect absolu des priorités nationales, sur la nécessité d'une programmation cohérente et de la clarté des priorités et de la coordination entre la coopération internationale et les autorités locales et sur la possibilité de disposer en temps opportun des ressources prévues pour les activités prioritaires.

M. Franklin (Coordonnateur résident du Programme des Nations Unies pour le développement) explique que le titre du document présenté par l'équipe de pays, « Une conjoncture de contradictions, mais d'espoirs », traduit les contradictions présentes non seulement au Guatemala, pays en transition, mais aussi dans le système des Nations Unies et le processus réformateur. Toutefois, l'équipe de pays, qui est très attachée à sa mission, est on ne peut plus optimiste quant aux chances de succès. Son travail est facilité par la compatibilité qui existe entre les agendas national, régional et mondial au Guatemala. L'équipe de pays comprend une mission politique, la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) ainsi que les institutions du Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG), des institutions spécialisées et des institutions financières. Elle comprend environ 1 000 membres, dont 50 % viennent de la MINUGUA et dont 30 % sont des internationaux, et le plus grand nombre de Volontaires des Nations Unies du monde avec 160 volontaires nationaux et internationaux, affectés en majorité à la MINUGUA. Elle a une présence nationale (les bureaux étant souvent partagés avec une institution ou plusieurs) et un budget d'environ 400 millions de dollars, ce qui comprend dons, crédits de la Banque mondiale et participation aux coûts. Un grave inconvénient à noter tient au fait que les programmes des membres de l'UNDG ne sont ni coordonnés ni synchronisés. M. Franklin espère qu'il y sera remédié pour 2000.

Le processus réformateur est la poursuite logique de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale (CIREFCA) tenue en 1989. Depuis lors, le processus de paix a reçu l'appui d'un

certain nombre d'institutions du système des Nations Unies, qui ont fourni de précieux conseils techniques.

L'équipe de pays est prête à répondre aux critiques du système des Nations Unies, des gouvernements donateurs et de la société civile. À la critique selon laquelle elle est fragmentée, elle répond qu'elle s'efforce de devenir un réseau de capacité humaine holistique et solide. Elle espère faire justice des reproches qu'on lui fait de confondre intérêts institutionnels et intérêts nationaux en adoptant une démarche de plus grande attention au client; de s'inscrire dans une perspective limitée en élargissant son champ d'action sur la base de son agenda mondial; d'être vieille et usée en démontrant qu'elle est capable de se renouveler constamment; qu'elle est passive, en se faisant plus active et en prenant l'initiative d'agendas mondiaux; qu'elle est de parti pris dans l'interprétation des faits en ne ménageant aucun effort pour être bien informée et capable de dialogue politique et de plaidoyer; qu'elle est complexe et compliquée en proposant une action plus intégrée; qu'elle est bureaucratique en se faisant plus soucieuse de servir les clients et de répondre à leurs besoins; qu'elle coûte cher, enfin, en se faisant plus attentive aux coûts.

M. Mayrides (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) dit que, d'un côté, le processus de paix au Guatemala représente une possibilité de changement, crée un climat favorable, y compris l'existence d'un grand nombre de partenaires possibles, pour la mise en œuvre des réformes du système des Nations Unies et a entraîné une forte présence de la communauté internationale dans le pays; d'un autre côté, fortes inégalités de développement, violence, impunité, corruption, tensions ethniques et incertitudes quant à la volonté de changement dans certains secteurs représentent un redoutable défi.

L'équipe de pays cherche à établir des formes de développement durable susceptibles d'être reprises par des gouvernements successifs. Le Guatemala, société potentiellement riche et viable, se trouve à un tournant de sa transition. Il passe par un processus historique de changement et, en même temps, de modernisation politique. Dans ce contexte, les réformes du système des Nations Unies contribueront à assurer l'équité sociale, à intégrer les populations marginalisées et à faire évoluer les mentalités dans la société civile. Si tous les organismes des Nations Unies qui ont partie au développement sont aux prises avec la même réalité, ils

sont confrontés à des agendas de réforme différents et fortement politisés. L'équipe de pays n'ignore pas qu'il lui faut mieux resserrer son analyse, son action et sa programmation, s'engager pour le long terme et appliquer des stratégies de sortie viables.

Les activités de développement du système des Nations Unies au Guatemala concernent essentiellement la démobilisation et l'intégration des combattants, la valorisation des ressources humaines, le développement productif viable et la modernisation de l'État démocratique. Dans son approche de la réforme, l'équipe de pays met l'accent sur l'interactivité et le sens des responsabilités des membres des Nations Unies et des homologues nationaux associés à un soutien à partir de la base. Il est très important que les participants qui relèvent des Nations Unies soient vus comme des éléments neutres mais catalyseurs du processus réformateur et que la concertation des analyses et le souci de répondre aux besoins locaux demeurent au cœur de leurs préoccupations. La période de transition par laquelle passe le Guatemala est à voir comme une chance à saisir pour l'amélioration de la coordination entre institutions.

M. Valdes (Programme des Nations Unies pour le développement) dit qu'il y a eu progrès dans l'harmonisation des programmes, des procédures et des mécanismes d'exécution du système des Nations Unies. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) fait beaucoup pour la convergence entre les agendas mondiaux, régionaux et nationaux. L'équipe de pays s'est beaucoup dépensée dans la mobilisation des ressources humaines et financières pour le développement et a réuni et analysé tout un ensemble de données statistiques et d'informations de base sur la situation au Guatemala, dont elle prépare la diffusion par Internet. La préparation du bilan commun de pays se fait sur la base de cette information.

M. Finkelman (Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé) dit que les groupes thématiques et les réseaux en sont venus à prendre une place centrale dans l'UNDAP au Guatemala. Ils ont obtenu un certain nombre de succès dans les domaines de la démobilisation et de l'intégration des ex-combattants, de la santé publique, du VIH/sida, du consensus social et de l'égalité des sexes et ils peuvent beaucoup faire pour l'UNDAF tant qu'ils continueront à faire preuve de souplesse quant à

la composition des équipes, qu'ils se proposeront des objectifs clairs et qu'ils s'attacheront à promouvoir le concept de direction partagée.

M. Fortman (Programme alimentaire mondial) dit que la promotion de l'idée de communauté de locaux et de services est un domaine où il y a déjà eu progrès. La prochaine étape sera de réaliser une planification complémentaire ou même une programmation conjointe des activités de développement afin de hâter la réalisation du concept de « maison des Nations Unies ».

La mise en œuvre de l'idée de communauté de services exige que l'on définisse trois types d'actions : celles qui demandent une exécution immédiate, celles qui sont soumises à des processus juridiques, budgétaires ou normatifs locaux et celles qui appellent des décisions au niveau du siège. Des équipes de travail interinstitutions ont été constituées pour l'exécution des actions les plus prioritaires, avec partage de la direction des opérations entre les diverses institutions participantes. L'expérience acquise par l'équipe de pays en matière de communauté de locaux montre que ce qui a été fait à cet égard a été productif quant aux coûts et aux bonnes dispositions des participants et des contributeurs, encore que l'on continue à avoir besoin de programmes de formation interinstitutions plus ambitieux pour faciliter le processus.

M. Franklin (Coordonnateur résident du Programme des Nations Unies pour le développement) dit que le Guatemala offre un exemple unique de situation où le système des Nations Unies a pu jouer un rôle extrêmement important durant une période de transition. Toutefois, la réforme se paie cher en termes monétaires et humains. Il faut davantage de concertation dans la politique des États membres et des institutions et il faut une direction forte pour éviter les messages contradictoires qui risquent d'être cause de divergences d'appréciation au niveau du terrain. La réforme est un processus continu qui se déroule dans un environnement en constante évolution; de plus, il ne s'agit pas d'un concept à destination commerciale, mais d'un exercice institutionnel actif à fortes composantes politiques et humaines.

M. Escoto (Représentant du Gouvernement) dit qu'essentiellement trois facteurs ont joué dans le succès du projet pilote. Tout d'abord, le récent accord de paix a donné au Guatemala un nouveau

gouvernement doté d'un agenda à moyen et long terme qui offre un cadre unique pour toute l'aide au développement. Ensuite, les représentants des institutions du système des Nations Unies se sont montrés à la fois capables et expérimentés. Enfin, et c'est peut-être le facteur le plus important, le projet a bénéficié du soutien du siège à tous les stades du processus, des fonds suffisants ont été fournis, il y a eu peu de changements dans le personnel détaché et aucun effort n'a été épargné pour combattre une résistance naturelle au changement dans la culture institutionnelle. M. Escoto espère que d'autres pays bénéficieront de l'expérience du Guatemala.

M. Roesch (Allemagne) dit que le projet pilote représente, en fait, une réforme dans la réforme. Il souhaite au Gouvernement et à la population guatémaltèques de continuer à récolter des succès sur la voie de la démocratie et de la réalisation d'un développement durable.

Les représentants de l'UNICEF et du PAM ont dit qu'il est important de viser les secteurs les plus pauvres de la société aux fins d'assistance spéciale, mais, dans un pays comme le Guatemala, la privation des droits du citoyen prend une dimension régionale que vient aggraver le rapatriement des réfugiés. M. Roesch demande si un programme quelconque a été réalisé au niveau régional pour tenter de remédier à ce problème.

Son gouvernement est favorable à l'idée de partage de locaux au niveau régional comme moyen d'améliorer le rapport coût-efficacité et la coordination. Il demande si on a fait quelque chose pour mettre en place un système commun d'information et de base de données au siège des diverses institutions afin d'éviter de lancer des signaux contradictoires qui pourraient freiner les progrès au niveau du pays.

M^{me} Suzuki (Japon) demande s'il est prévu d'organiser des ateliers ou programmes de formation afin de pouvoir appliquer dans d'autres pays les leçons retenues au Guatemala. Elle voudrait savoir si l'équipe de pays a établi des dispositifs de discussion avec les donateurs bilatéraux. Elle aimerait aussi avoir des renseignements sur la promotion du travail d'équipe entre les différents organismes et personnels engagés.

M. Wedenig (Observateur de l'Autriche) demande à être informé sur les rapports entre édification de la paix et développement compte tenu de

l'accent qui est mis sur ce point dans les accords de paix et sur la manière dont les institutions du système des Nations Unies coopèrent en vue de combler l'écart entre secours et développement. Le Guatemala sort d'une crise et le rétablissement de l'État de droit ainsi que le respect des droits de l'individu entrent pour beaucoup dans le processus de réconciliation; il voudrait savoir si les institutions du système des Nations Unies prennent des mesures de nature à asseoir le développement sur le respect des droits. Enfin, il se demande si l'UNDAF conduira vraiment à une simplification des procédures d'administration et de programmation et s'il n'aura pas plutôt pour effet d'alourdir encore la bureaucratie dans les pays du programme

M. Kvalheim (Observateur de la Norvège) demande ce que l'on peut faire pour améliorer et l'UNDAF et la coordination au niveau des pays en général et quel calendrier il faut envisager pour l'introduction de la programmation conjointe.

M. Tomasi (France) dit qu'on n'a pas parlé des aspects « contradictoires » du titre du document présenté par l'équipe de pays et demande quelles limites et quels obstacles ont été rencontrés dans la réalisation du projet pilote. Par ailleurs, en raison de la place faite à l'intégration de la question d'égalité des sexes dans le débat de haut niveau, il se demande pourquoi tant de membres de l'équipe de pays sont des hommes. Il demande aussi pourquoi on a affecté à la MINUGUA un si fort pourcentage de volontaires et il voudrait en savoir davantage sur la nature, la vocation et la composition des équipes de travail et en quoi ils diffèrent des groupes thématiques.

M. Perez-Segnini (Observateur du Venezuela) demande si les institutions du système des Nations Unies sont en mesure de proposer de nouveaux types de coordination avec, notamment, la Banque interaméricaine de développement, la société civile et les organisations non-gouvernementales (ONG) ou si cette fonction est l'apanage exclusif du Gouvernement. Comme le représentant de la France, il se pose la question de savoir en quoi les groupes thématiques diffèrent des équipes de travail, si les attributions de ces derniers vont jusqu'à la coordination d'activités spécifiques et si les représentants du Gouvernement prennent part aux travaux des équipes de travail. Il demande aussi comment les voisins du Guatemala peuvent bénéficier de son expérience.

M. Lundborg (Suède) invite les représentants du Gouvernement à parler de la question de la maîtrise de l'UNDAF par le pays. Il demande au Coordonnateur résident ce qui, à son avis, serait le résultat idéal du prochain examen triennal de l'ensemble des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement en ce qui concerne le projet pilote du Guatemala.

M^{me} Cochiu (Observatrice des Pays-Bas) fait siennes les questions relatives au rôle des ONG et la tâche qui échoit au Coordonnateur résident d'assurer la coordination entre toutes les institutions concernées aux niveaux du terrain et du siège.

M^{me} King (États-Unis d'Amérique) se félicite de la participation des représentants du Gouvernement guatémaltèque et fait sienne l'observation du représentant de la France concernant le manque de femmes dans l'équipe de pays. Comme l'observateur de la Norvège, elle se demande si des mesures concrètes sont prises aux fins de programmation ou d'exécution conjointe; ce sont là des mesures très importantes, non seulement du point de vue du système des Nations Unies et de la communauté des bailleurs de fonds, mais aussi comme moyen de renforcer la confiance du public dans le processus réformateur. Elle demande aussi comment se fait le partage du pouvoir de décision entre les diverses institutions spécialisées.

M^{me} Blackburne (Royaume Uni) dit que sa délégation fait sienne la question du représentant de la Suède concernant l'implication du Gouvernement guatémaltèque dans le processus UNDAF et demande comment se traite la relation entre l'UNDAF et la note de stratégie de pays. Un membre de l'équipe de pays a dit que la coordination de tous les programmes pertinents des Nations Unies pourrait être chose faite pour l'année 2000; elle se demande si cela concernerait aussi les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ainsi que les institutions de Bretton Woods. On a parlé du surcroît de travail dû à l'UNDAF et M^{me} Blackburne demande s'il en est résulté aussi une plus grande rationalisation dans certains domaines et si l'équipe de pays a des idées à proposer concernant la manière d'améliorer et de rationaliser le processus UNDAF. Enfin, elle se demande pourquoi la liste des organismes intéressés par l'idée de devenir membres d'une « maison des Nations Unies » ne comprend aucune des institutions spécialisées.

M. Escoto (représentant du Gouvernement) dit que la participation de la société civile et des ONG est une condition fondamentale du succès du processus de paix et de la réforme du système des Nations Unies. Dans le cadre de son action de décentralisation, le Gouvernement guatémaltèque a mis en place des conseils de développement urbains et ruraux dans tous les départements et toutes les villes avec attention spéciale au développement rural et à la participation des populations locales à la définition des problèmes, à la recherche de solutions et à la gestion des fonds. En outre, les 15 et autres commissions établies dans le cadre du processus de paix étudient actuellement la manière de veiller à ce que tous les secteurs, en particulier ceux qui ont été marginalisés dans le passé, soient convenablement représentés dans la prise des décisions et dans l'élaboration des politiques publiques. Le Gouvernement travaille aussi avec le concours des ONG nationales à la mise au point de mécanismes de décentralisation des financements de l'État et de fourniture d'assistance technique aux communautés locales.

M. Lopez-Calix (Banque mondiale) dit que la Banque mondiale se félicite de la possibilité qui s'offre de créer une nouvelle alliance stratégique sur le terrain. Les conditions se montrent favorables. Les travaux ont commencé sur l'UNDAF un an avant qu'on ait fait connaître les directives opérationnelles. Grâce à la participation active de toutes les institutions au processus de paix, l'équipe de pays du Guatemala a pu établir d'étroits rapports avec le Gouvernement avant que le projet pilote ait été lancé. Le Guatemala a une solide équipe gouvernementale consciente de la chance historique qui se présente de réaliser son développement avec croissance accélérée et équité. Il dispose aussi de ressources extraordinaires, ayant reçu 2 milliards de dollars au titre du processus de paix. Il existe une étroite collaboration entre les différents organismes de développement qui opèrent à l'intérieur du système, coopération qui se fait sur la base de leurs avantages comparatifs.

La Banque mondiale collabore étroitement avec un certain nombre d'autres institutions et avec la MINUGUA et contribue à la réintégration des combattants et au processus de développement. Son action devra certainement être plus étroitement coordonnée avec ce que font les autres institutions du système. Le bureau de la Banque au Guatemala, comme les autres bureaux de la Banque, compte une

forte proportion de femmes, de sorte que les choses progressent à cet égard.

À la question posée par l'observateur de l'Autriche concernant le rapport entre édification de la paix et développement, M. Lopez-Calix répond que les accords de paix comprennent tout un agenda gouvernemental dans des domaines clés du développement socioéconomique. Ces accords prévoient aussi la participation de la société civile. Il s'agit maintenant d'arriver, dans le moyen terme, à un consensus national capable de survivre aux changements de gouvernements.

En ce qui concerne la coordination avec d'autres secteurs, dont a fait état l'observateur du Venezuela, M. Lopez-Calix dit que, dans le domaine du développement rural, la collaboration est étroite entre les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux. Le Gouvernement guatémaltèque a mis en place un organisme de coordination sur les questions agraires, question par la solution de laquelle passe celle des problèmes d'exclusion et de marginalisation des populations, notamment des populations autochtones. Les bailleurs de fonds choisissent les domaines dans lesquels leur capacité technique leur permet d'intervenir; la Banque mondiale, par exemple, intervient dans les projets cadastraux.

À propos de la collaboration entre les institutions spécialisées et le système des Nations Unies, il faut savoir que, conformément aux accords de paix, la MINUGUA a pu consulter les institutions spécialisées et les organismes bilatéraux et multilatéraux dans l'exécution de sa mission de vérification. Le problème est d'opérer la transition vers le développement à moyen terme et vers l'adoption d'une démarche bien plus résolument axée sur l'éradication de la pauvreté et la réalisation d'un développement local intégral.

Dans toute société qui sort d'un conflit, on observe pendant quelques années une croissance rapide due aux dividendes de la paix. Au Guatemala, la croissance économique devrait atteindre entre 4,5 et 5 % en 1998 pour dépasser 6 % en 1999 et 2000. En 1997, le pays a bénéficié d'une bonne conjoncture en ce qui concerne les prix du café; il lui faut maintenant faire face à une baisse de ces prix et il cherche à diversifier ses exportations avec l'aide de l'investissement étranger. On a plaisir à faire savoir que le Guatemala est en train de construire la paix sans mettre à mal ses équilibres macroéconomiques et qu'il

réduit son déficit budgétaire sans sacrifier les engagements qu'il a pris aux termes des accords de paix grâce à un consensus qui rend possible l'application de mesures que la population accepte mal.

M^{me} Lattes (Fonds des Nations Unies pour la population) dit qu'il est vrai que l'UNDAF exige un très fort surcroît de temps de réunion, de documentation et ainsi de suite. La nouvelle culture de participation n'est pas encore pleinement internalisée dans le système des Nations Unies; quand elle le sera, la coordination se fera plus aisément. Il faut signaler aussi qu'une coordination se met en place au niveau local, mais sans qu'il y ait eu de changement au niveau du siège; cela conduit à une période de confusion où les institutions ne savent pas quelles règles elles sont censées suivre. Il faut des règles qui soient communes à tout le système, ce qui simplifierait le travail au niveau local et contribuerait à compenser le surcroît de temps pris par la coordination.

L'équipe de pays du Guatemala manque manifestement d'équilibre en termes de parité des sexes. Au Guatemala, les droits de la femme sont très loin d'égaliser ceux de l'homme et l'équipe de pays en est le reflet. M^{me} Lattes espère qu'il y sera bientôt porté remède.

M. Haemmerli, Facilitateur, dit qu'il y a des problèmes de structure dans le système en ce qui concerne la promotion de la femme; il faut que chaque institution fasse davantage pour engager des femmes. Au Guatemala, les institutions prennent part, sur ce sujet, à un programme qui comprend une campagne de lutte contre la violence à l'égard des femmes.

M. Chambers (Organisation internationale du travail) dit, en réponse aux questions posées concernant la dimension régionale, que si le bailleur de fonds a bien le droit de choisir un domaine prioritaire en particulier, il n'est pas toujours facile, quand ce choix est géographique, de transférer un programme d'une région à une autre. Une coordination plus poussée avec la communauté des bailleurs de fonds et avec les programmes bilatéraux sur les questions de régionalisation et de décentralisation au Guatemala serait souhaitable.

Répondant à l'observateur du Venezuela, M. Chambers dit que l'OIT pratique une programmation régionale dans le contexte de l'Amérique centrale, et cela pour deux raisons: étant donné que les gouvernements de la région sont attachés

à l'intégration, les institutions spécialisées favorisent la réalisation de cet objectif avec une programmation régionale; et un meilleur emploi des ressources s'impose, ce qui conduit à tirer parti de l'expérience acquise dans d'autres pays de la région où les conditions sont semblables et à permettre aux gouvernements de participer à des programmes communs. Des difficultés de coordination se présentent entre les programmes du système des Nations Unies. L'OIT n'a pas de bureau au Guatemala, mais elle y a des personnels qui participent à des projets dans ce pays; il y a donc des problèmes de compétence géographiques, de cycles de programmation et de calendriers de planification.

L'OIT a des bureaux dont le champ d'activités porte sur une région plutôt que sur un seul pays. Elle a une équipe multidisciplinaire dont le siège est à San José, au Costa Rica, mais elle n'a pas pu travailler aussi efficacement que si elle avait été basée au Guatemala. L'OIT a dû fixer des priorités, que les États membres ont définies pour elle, et décider de la manière la plus efficace de traiter les problèmes au niveau sous-régional.

M. Finkelman (Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé) dit que la différence entre équipes de travail et groupes thématiques est que les premières cherchent à tirer le maximum des ressources disponibles alors que les derniers s'attachent davantage à une programmation fondée sur les priorités nationales. Les ONG font partie de certains groupes thématiques, en particulier du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), qui a créé un dispositif de coordination pour tenter de concilier leurs différents points de vue. Les bailleurs de fonds qui s'intéressent aux activités de certaines ONG prennent part à leurs travaux.

En ce qui concerne la programmation conjointe, la première étape est de rechercher les possibilités de synergie et de renforcer la collaboration entre programmes. La programmation conjointe est tributaire de dérogations accordées par les offices centraux. Quant à la communauté de locaux, certaines institutions présentes au Guatemala sont dans l'impossibilité de déménager parce qu'elles sont déjà propriétaires de locaux dont la vente n'est pas viable.

M^{me} Mauldin (Volontaires des Nations Unies) dit que la raison qui fait qu'une grande proportion de Volontaires a été affectée à la MINUGUA (115 sur les

160 Volontaires des Nations Unies en mission au Guatemala) est, tout d'abord, le rapport coût-efficacité: l'affectation de personnel ordinaire à la MINUGUA générerait des coûts de personnel élevés, et la plupart des Volontaires ne travaillent que pour la durée de la Mission, voire pour moins longtemps; ensuite, les Volontaires travaillent avec les communautés sur le terrain et il est difficile de trouver du personnel qui accepterait de travailler dans de telles conditions. On s'efforce d'attirer davantage de femmes dans le programme national de volontaires du fait que les Volontaires sont en majorité des hommes.

M. Boggio (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) dit que le Guatemala est confronté au problème d'avoir d'abord à aider les victimes du conflit armé et ensuite d'avoir à aider l'ensemble de la population à se remettre des conséquences du conflit. Les efforts coordonnés qui ont été faits dans un premier temps ont visé principalement certaines catégories de la population, en particulier les réfugiés et les rapatriés, les membres de l'UNRG démobilisés et les personnes intérieurement déplacées. Le HCR estime que les efforts de la communauté internationale et des institutions des Nations Unies devraient avoir une portée territoriale ou géographique, ce qui permettrait à tous ceux qui ont souffert des conséquences du conflit armé de jouir des avantages de la paix. Il s'efforce de faire en sorte que les zones le plus touchées par le conflit armé, qui sont aussi les régions de plus grande pauvreté, soient celles qui reçoivent le plus d'attention de la part de la communauté internationale.

L'UNDAF permet aux institutions dont le mandat est relativement court de prendre part aux efforts de réintégration et de développement à long terme.

M. Haemmerli, Facilitateur, répondant au représentant de la Suède, dit que le résultat idéal de l'examen triennal des activités opérationnelles serait que toutes les institutions des Nations Unies donnent à l'équipe de pays du Guatemala carte blanche afin qu'elle puisse faire ce qu'elle juge nécessaire au Guatemala. Pour ce qui est des « maisons des Nations Unies », il est autrement plus important de voir quel type de coordination est nécessaire entre les différents organismes que de se préoccuper de locaux communs, qui ne sont nullement une garantie de coordination.

M. Stein (Gouvernement guatémaltèque) dit que la coordination de la coopération internationale a été

une préoccupation constante de l'actuelle administration du Guatemala; dès le début, son gouvernement a vu la nécessité d'un agenda unique, qui réunirait l'agenda pour le développement et l'agenda pour la paix. Il s'est employé à promouvoir la coopération interne par la création d'un conseil de coopération pour la paix formé de ministres et présidé par le Vice-Président de la République. Le Guatemala accueille avec satisfaction les efforts de coordination interinstitutions, notamment de la part du coordonnateur résident.

Pour ce qui est du rapport entre l'UNDAF et la note de stratégie de pays, M. Stein dit que son gouvernement considère le premier comme un prolongement de celle-ci. L'UNDAF a ce qu'il faut pour maximiser l'impact de la coopération par le système et pour minimiser les conditions mises au développement.

Les circonstances particulières qui favorisent la mise en œuvre de l'UNDAF au Guatemala ne peuvent pas se retrouver ailleurs. De sorte que la question des conditions les plus favorables au processus réformateur demeure ouverte. Une première conclusion que l'on peut tirer est que le système des Nations Unies doit concentrer son action sur ce qui relève de sa compétence et qui est à sa portée. Il faut que le Siège soutienne ce qui se fait sur le terrain pour veiller à ce que les besoins des pays soient pris en compte.

La séance est levée à 13 h 20.